

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Le Groupe PVS a pris note avec une certaine satisfaction du résultat des comptes 2019. Le constat que les mécanismes de lissage mis en place pour ces prochaines années auraient produit un bénéfice confortable pour cette année l'amène cependant à se poser la question fondamentale du rapport qui peut exister entre l'image que véhiculent les comptes du canton et l'état réel de sa santé financière...

Certes, il ne s'agit cette fois que d'un exercice virtuel, mais, à l'instar de tous les autres groupes, nous relevons que, depuis plusieurs années déjà, ces comptes échappent à la compréhension immédiate des députés, et que nous sommes fort dépendants des explications du Conseil d'Etat, des responsables des services, et surtout du chef du service des finances. Merci à eux donc de leur disponibilité ! Cependant,

- la non-comparabilité des chiffres avec ceux des années précédentes,
- les modifications d'activités au sein des services et la répartition et ventilation différentes des tâches et des coûts entre services et services centraux liés à la réforme de l'Etat,
- la mise en place de réserves et de provisions, parfois sous couvert d'un programme d'impulsion au cheminement et aux effets complexes,
- l'instauration continue de mécanismes et processus financiers supplémentaires rendent le contrôle politique sur les comptes difficile et la vérification de ce qu'ils recouvrent à la limite du possible.

Toutes proportions gardées, le député-Béotien est mis devant un tableau qu'il est chargé d'interpréter un peu comme une œuvre d'art alors qu'il aimerait se trouver devant la rigueur incontestable d'une opération mathématique ! Comme toute construction, une bonne réflexion politique est illusoire si elle repose sur du sable, et notre impression est que la part de celui-ci augmente inexorablement sous nos pieds !

Pour revenir au fond, nous souscrivons de manière générale aux remarques figurant dans le commentaire de la COFI et saluons particulièrement l'amélioration qui correspond à la baisse du chômage et de l'aide sociale, pour celle-ci sans toucher aux normes nous a-t-on affirmé ! Nos investissements, misérables hors RHNe, nous interpellent d'autant plus que le CE a fait de leur augmentation une de ses priorités pour mettre notre canton sur de bons rails.

Par ailleurs, et même si nous sommes reconnaissants aux entreprises du rôle qu'elles jouent pour le bien-être cantonal ainsi que pour la baisse du taux de chômage, nous regrettons leur apport réduit aux recettes cantonales. Au jour d'aujourd'hui, où l'économie sollicite des aides massives des autorités à tous les niveaux, cela choque tout spécialement. Dans ce contexte, nous ne pouvons qu'exprimer notre déception quant au secret qui entoure le rapport privilégié des grosses entreprises au CE. Nous aspirons toujours avec une naïveté revendiquée à un deal idéal qui devrait les lier à la communauté de leurs collaborateurs qui les font vivre autant qu'elles les font vivre...

L'explosion apparente de la dette nous touche moins dans la mesure où, en l'état, rien n'a changé par rapport aux années précédentes, mais qu'il s'agit là de l'une des rares rubriques où la transparence s'est véritablement déjà accrue.

Comme ces dernières années, nos préoccupations principales se concentrent sur ce que ce rapport ne montre qu'en filigrane :

D'une part, nous avons l'impression que la multiplication des réformes entreprises par l'Etat l'amène à créer un flou artistique aussi bien pour les députés, les fonctionnaires, que pour les partenaires sur le terrain dans nombre de domaines ; de manière non exhaustive car liée au hasard des discussions qui ont eu lieu lors de notre préparation de groupe, nous relèverons que :

- Le programme d'impulsion semble avoir démarré au ralenti, même avant l'apparition du COVID, peut-être en raison de la surcharge des services ?
- La planification de la prise en charge des personnes âgées prônant une diminution du nombre de places dans les homes semble plus compliquée à mettre en place que prévu ; ce phénomène est illustré par exemple dans les comptes par l'augmentation des dépenses pour des résidents de l'Est de notre canton contraints d'être hébergés dans des EMS de cantons voisins. L'aide aux proches aidants et la mise à disposition d'appartements protégés concomitant ne paraissent pas avoir suivi...
- La communication du CE concernant la mise en place du CPNe, esquissée dans le programme d'impulsion, est d'une opacité rare, et les différentes commissions du GC susceptibles de se pencher sur le projet attendent toujours, à l'instar de nombreux enseignants concernés, les premiers éléments d'information. On nous a promis des détails pour le mois d'août, mais cela est tard par rapport à un processus qui a déjà été lancé sans l'aval du GC...
- La politique de l'enfance voulue par le CE semble se mettre en place progressivement, mais sans tenir compte suffisamment des remarques du terrain et des conditions qui y règnent. Les forces du service suffisent-elles pour mener harmonieusement des projets aussi ambitieux ?

D'autre part, nous sommes inquiets pour la santé et les conditions de travail des collaborateurs de l'Etat, pris dans des réformes qui à la fois les englobent et dont ils sont les agents, emportés dans le courant d'une centralisation aux effets humains et financiers peu clairs, contraints encore et toujours à affronter délais de carence et baisse des effectifs sur le terrain pour atteindre des économies définitivement inscrites dans les gènes de la politique cantonale... Nous les remercions ici de contribuer à faire voguer le bateau, et nous espérons que le CE reste attentif à leurs efforts et que ce ne sera pas à eux de payer les effets de la crise du COVID sur leurs fiches de paie de l'année prochaine...

Enfin, les quelques éléments critiques abordés dans notre intervention ne sauraient effacer la reconnaissance que nous éprouvons vis-à-vis du CE de tenter d'aller de l'avant pour le bien de notre canton, de gérer les comptes dans le respect des budgets qui sont alloués, et d'être parvenu en sus à tenir remarquablement son rôle dans les circonstances a priori inimaginables que nous avons subies en ce début d'année.